



Par Jean-Dominique Giuliani

Les pays de l'Union n'ont pas la même vision de la politique économique, de la question de l'élargissement et de la sécurité. Pour le président de la Fondation Robert-Schuman ces dossiers seront débattus à Strasbourg dans un proche avenir, d'où l'importance des élections du 7 juin.

Europe : les sujets de divergence

En intervenant dans la campagne en vue des élections européennes, Nicolas Sarkozy a voulu faire le lien entre la politique intérieure et la politique européenne. Peut-être est-ce ainsi qu'on peut espérer un intérêt plus fort pour un scrutin dont semblent se désintéresser les Français.

C'est, en effet, par une politisation, au sens le plus noble du terme, qu'il est possible de mettre en évidence certains des enjeux en cause. Car, en Europe, des clivages importants se font jour sur des visions très différentes de la politique économique, de l'élargissement et de la sécurité.

L'Europe doit-elle assumer son ouverture au monde, qui profite manifestement d'abord aux pays européens ? Ou doit-elle se protéger et de quoi ?

Première puissance économique et commerciale du monde, c'est sur les marchés extérieurs qu'elle crée des emplois. Mais il faut manifestement poser la question d'une conduite coordonnée, voire unifiée, des grandes décisions économiques. Tout le monde dit le souhaiter. Quels abandons de souveraineté sommes-nous prêts à consentir pour y parvenir ? Pour la France, l'Euro, un temps

décrié mais qui nous a protégés de la tourmente financière, est le point de ralliement d'une politique commune. Enfin, nul ne doute que dans la concurrence mondiale exacerbée il faille muscler notre économie.

« Au fil des élargissements se multiplient les exceptions et les statuts particuliers. Une "Europe à la carte" est devenue la règle au détriment d'un "menu européen commun" »

Doit-on chercher à augmenter le nombre, déjà important, de champions européens dans l'industrie et surtout les services ? Doit-on libérer l'initiative en faveur des petites et moyennes entreprises qui produisent l'essentiel de la richesse ? Quelles politiques spécifiques mettre en œuvre pour cela au niveau européen ? Comment

accroître l'indispensable effort de recherche qui créera les emplois de demain ? Plusieurs méthodes s'affrontent entre le volontarisme traditionnel de la France, le laisser-faire idéologique du Royaume-Uni ou les divers degrés d'intervention publique que pratiquent d'autres États comme l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie.

Une Union politique nécessite des limites politiques. L'élargissement, qui semble sans fin, est contesté parce que la citoyenneté et l'identité européennes se construisent évidemment à l'intérieur d'un espace politique délimité. Cette question paraît incontournable. Elle suscite les passions à propos de la Turquie. Elle devra être tranchée, même provisoirement.

Il faut par ailleurs accepter d'analyser objectivement les élargissements précédents et d'en débattre publiquement. La réunification du continent est un grand succès géopolitique. Mais la crise démontre qu'un certain nombre d'erreurs ont été commises. Le Parlement européen vient de reprocher à la Commission un manque de sévérité sur l'utilisation de l'argent communautaire en Roumanie et en Bulgarie. La situation économique en Lettonie,

en Hongrie, en Pologne, montre aussi que l'élargissement ne s'arrête pas le jour de l'adhésion, qu'il faut accompagner les nouveaux États membres, ne serait-ce que pour éviter de faire le lit de la corruption. Comment ? Enfin, au fil des élargissements, se multiplient les exceptions et les statuts particuliers. Une « Europe à la carte » est devenue la règle au détriment d'un « menu européen commun ». Doit-on intégrer dans l'Union des États qui n'acceptent pas tous les mêmes règles ?

La politique de sécurité est le vrai préalable à une politique étrangère commune. De toute façon, elle progresse sous l'empire de la nécessité. Pouvons-nous laisser sans dommages le crime organisé, les trafiquants d'êtres humains et de drogue, pénétrer en Europe comme jamais parce que nous hésitons à partager nos polices et notre justice ?

A lors que le monde entier réarme, la très riche Europe pourra-t-elle rester longtemps désarmée et pacifique sans montrer une volonté de défendre et promouvoir son modèle de société ? Personne ne veut utiliser l'outil militaire à des fins impériales ou expansionnistes, mais la présence non loin

du territoire européen de puissances agressives ou instables ne nous impose-t-elle pas des efforts, ne serait-ce que pour garantir la paix ? L'Europe peut-elle accepter que seuls quelques-uns s'y emploient ? Verrons-nous se développer une « Europe à plusieurs vitesses », avec les responsables d'un côté et ceux qui suivent de l'autre ?

Les candidats et les partis politiques ne peuvent éviter de se présenter aux élections européennes avec des prises de position claires sur ces sujets controversés en Europe.

En effet, la vision française de l'Europe puissance n'est pas toujours partagée, mais elle mérite d'être placée au centre des débats sur l'avenir de l'Union européenne. Ils passeront largement par le Parlement européen. Comme toujours, il faudra convaincre, trouver des alliés, faire des compromis sans céder sur l'essentiel. Il est donc essentiel que les futurs élus à Strasbourg soient forts d'un soutien populaire qui est la condition de décisions démocratiques et légitimes.

www.elections-europeennes.org
www.robert-schuman.eu